



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

Bulletin édité par des militant/es du NPA du ministère du travail et de Pôle emploi n°19 - novembre-décembre 2014

SOLIDARITE AVEC LA PALESTINE : LE NPA IRRESPONSABLE ?

Non, insoumis et fier !

La dernière séquence de bombardements sur la bande de Gaza cet été n'aurait laissé qu'une sinistre impression de déjà-vu, si elle n'avait pas entraîné partout dans le monde une vague de protestation sans précédent.

Celle-ci n'a pu bien entendu faire la différence sur le terrain, mais elle a contribué à remettre les pendules à l'heure. Ainsi le dernier cessez-le-feu, amère victoire pour les Palestiniens, est apparu pour ce qu'il est : une claire défaite d'Israël et son régime d'apartheid.

En France aussi la colère s'est exprimée : multiplication des manifestations, intensification de la campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS). C'était sans compter sur le gouvernement Valls-Hollande et ses chiens de garde.

Alors que la répression s'abattait contre les militants, tels Alain Pojolat, les acteurs de BDS ou de simples manifestants, médias et politiques traitaient d'irresponsables les forces mobilisées, et en premier lieu le NPA.

Irresponsable, le maintien de manifestations interdites par un gouvernement qui soutient le sionisme ? Irresponsable, le boycott de produits issus de colonies illégales et d'institutions d'un État condamné par les instances internationales ? Mais c'est se taire et ne rien faire qui serait irresponsable !

On nous reproche en réalité d'être impolis, insoumis, ne pas jouer le jeu dans les règles quand le pouvoir et ses médias nous crient de nous taire et de rester chez nous. Mais on en est fiers, parce qu'au NPA, c'est cela que nous appelons « prendre nos responsabilités » ! C'est refuser d'être les spectateurs de l'oppression doublée du massacre, refuser le signe « égal » accolé entre victimes et bourreaux, se lever et protester malgré l'interdit et la répression. Parce que c'est juste !

Et si tout cela, dans la bouche des puissants, c'est être irresponsables, alors oui, on l'assume et on l'assumera ! C'est leur passivité irresponsable dont on ne veut pas !

Nous refusons la criminalisation de la solidarité avec la résistance palestinienne et exigeons la relâche et l'arrêt des poursuites contre les organisateurs de manifestations interdites !

Virons ce gouvernement pro-business !

« J'aime l'entreprise », « Il n'y a pas d'emploi sans employeur », « Notre pays a besoin de sortir des postures. Cessons d'opposer chefs d'entreprises et salariés, organisations patronales et syndicats », « My government is pro-business ». Avec ses punchlines à l'université d'été du MEDEF puis devant la City de Londres, Valls donne la couleur de la politique que mène son nouveau gouvernement. Les patrons ne s'y sont pas trompés : ils ont salué le discours par une standing ovation. Et les ministres lui ont aussitôt emboîté le pas en multipliant les annonces de mesures antisociales.

A lui tout seul, notre ministre Rebsamen a promis la remise en cause de la réglementation sur le travail du dimanche, « l'assouplissement » des seuils sociaux, c'est-à-dire du droit de disposer de représentants du personnel et de délégués syndicaux, et de nouvelles mesures de flicage des chômeurs.

Macron, le banquier millionnaire devenu ministre de l'économie, s'est quant à lui déclaré favorable à la remise en cause des 35 heures, et à la possibilité pour les entreprises de déroger au salaire minimum fixé par les conventions collectives !

Enfin, Lebranchu, ministre de la fonction publique, dit vouloir « revoir les mécanismes d'avancement à l'ancienneté », alors que c'est tout ce qu'il reste aux fonctionnaires dont les salaires sont gelés depuis 2010. Sarkozy n'a pas besoin de revenir : sa politique n'est jamais partie !

Ils sont depuis passés aux travaux pratiques : la loi Macron va élargir le recours au travail du dimanche et de nuit, les projets de budget rognent sur les recettes de la Sécu (9,6 milliards en moins) et des services publics.

Comme leurs prédécesseurs, Valls et Hollande cherchent à augmenter la compétitivité, c'est-à-dire les profits, des entreprises. Cela passe par deux types de mesures : des cadeaux fiscaux et sociaux pour diminuer le « coût du travail », financés par la destruction de la Sécu et des services publics, et la remise en cause des réglementations qui seraient un frein à l'activité. (suite au verso)



Pour recevoir nos bulletins, être informé de nos activités... ou prendre contact avec nous écrivez à npaiteidf@yahoo.fr ou par courrier à NPA 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

A lire au verso : Les chômeurs fliqués !

Le discours de Valls pour faire avaler la pilule est usé jusqu'à la corde : les salariés et les patrons sont dans le même bateau, les entreprises compétitives créent des emplois, etc. Mais les faits sont têtus, et en dépit de tous les cadeaux accordés aux patrons depuis l'élection de Hollande, le chômage continue de progresser.

Un exemple : en contrepartie de l'argent que les entreprises de la chimie vont toucher grâce aux mesures du pacte de responsabilité, le patronat de ce secteur s'engage à embaucher 47 000 salariés d'ici à 2017, ce qui correspond juste au rythme moyen actuel de recrutement dans la branche. Pas un seul emploi de créé donc !

Les travailleurs ne s'y trompent pas non plus : l'impopularité de Hollande bat des records. En l'absence de mobilisations sociales capables de faire reculer le gouvernement, cette impopularité profite surtout au FN, ce qui encourage les groupuscules ouvertement fascistes. Ainsi, début septembre à Calais, un meeting s'est tenu devant l'Hôtel de Ville avec saluts nazis et appel à la constitution de milices pour chasser les immigrants. Une mobilisation unitaire de l'ensemble du monde du travail et des forces progressistes est nécessaire contre l'extrême-droite et ses idées. Le congrès du FN, fin novembre à Lyon, sera l'occasion d'une manifestation contre ses idées pourriers. Le NPA appelle à s'y joindre.

Mais le rejet du gouvernement et de sa politique produit des résistances : intermittents, cheminots, agents des hôpitaux,

postiers en grève reconductible pendant plusieurs mois... N'en déplaise à Valls, la lutte des classes n'est pas une posture mais une réalité vivante. Quand on nous attaque, nous finissons tôt ou tard par nous défendre et aujourd'hui nous n'avons pas d'autre choix que de stopper dans la rue le gouvernement.

Le 15 novembre tous dans la rue contre le gouvernement !

Il n'y a rien à espérer d'une éventuelle majorité parlementaire alternative et des combines dans les couloirs du parlement : les frondeurs du PS s'abstiennent pour les plus courageux d'entre eux tandis que les Verts refusent de se déclarer en opposition au gouvernement.

La journée d'action à laquelle la CGT a appelé seule, le 16 octobre, a été une initiative bien timide. Il faudra une vraie dynamique unitaire pour que se construise la riposte contre le gouvernement Valls 2.

Le NPA a quant à lui proposé une grande manifestation à l'occasion du vote du budget. Elle aura lieu le 15 novembre, à l'appel de syndicats, de partis (NPA, Parti de Gauche) et d'associations. Par cette initiative, par la convergence des salariés en lutte contre l'austérité ou les licenciements, c'est un mouvement d'ensemble du monde du travail que nous proposons de construire, pas pour changer tel ou tel ministre mais pour dégager Valls et Hollande !

Le gouvernement s'en prend aux chômeurs !

« Pôle emploi devra renforcer les contrôles pour vérifier que les chômeurs cherchent bien un emploi » a déclaré François Rebsamen, ministre du travail, le 2 septembre 2014.

Visiblement, ce qui existe déjà ne suffit pas ! En 2008, Sarkozy faisait passer l'offre raisonnable d'emploi (ORE). En cas de refus de deux offres dites « raisonnables », le chômeur peut se voir sanctionner. Le PS avait en son temps dénoncé cette loi... Mais la réalité est que l'ORE est très peu appliquée. Et pour cause ! Comment sanctionner alors que le marché du travail est sinistré ? Mais qu'à cela ne tienne !

Depuis 2013, une expérimentation a été lancée par Pôle emploi dans quatre régions : l'implantation de plateformes de contrôle de la recherche d'emploi avec la mise en place d'équipes dédiées à ce contrôle (isolées sur un lieu tenu top secret). Les contrôles sont soit aléatoires, soit déclenchés par le conseiller référent du demandeur d'emploi. Ils consistent en une analyse du dossier informatique du chômeur : acte de candidature sur des offres d'emploi ? Existence d'un espace personnel sur le site pole-emploi.fr ? Abonnement aux offres ? Réalisation des actions du projet personnalisé

d'accès à l'emploi (PPAE) ? Le contrôleur peut aussi appeler le contrôlé pour obtenir plus d'informations et se voir communiquer des justificatifs de recherche d'emploi. Si cela ne suffit pas, la convocation peut se faire. Pour le moment, aucun texte ne permet aux équipes dédiées de se déplacer au domicile des chômeurs...

Ces propos sont une véritable insulte pour les chômeurs qui galèrent. Alors que le patronat, malgré les 40 milliards du pacte de responsabilité, n'embauche toujours pas, le gouvernement choisit de taper sur les plus précaires.

Une nouvelle fois, les sans emploi sont montrés du doigt. Il est en effet plus facile de stigmatiser les chômeurs plutôt que de s'interroger sur les vraies raisons du chômage : absence d'offres, développement de la précarité, aggravation des conditions de travail, non respect du code du travail par certains employeurs qui utilisent le contexte économique pour imposer des contraintes aux travailleurs sous peine de licenciement ! Et la réforme de l'inspection du travail ne va pas arranger les choses...



Du côté de Pôle emploi, la situation n'est pas glorieuse : radiations administratives en hausse ; procédures de gestion automatisée de la liste ; nombre de conseillers toujours bien en-deçà des besoins ; recours à la sous-traitance et au privé de plus en plus important, sans parler du financement à fonds perdus d'un sous-traitant privé pour le placement des chômeurs (C3 consultants) qui a finalement été mis en redressement judiciaire.

Ce gouvernement continue de réaliser les rêves du patronat : une main d'œuvre flexible, corvéable à merci, et de moins en moins protégée. Jusqu'où ira-t-il ? Il est grand temps de lui barrer la route !